



## FLASH AOÛT 2018 / N°6/18

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES  
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DPPSE)**SYNTHÈSE***Tous les chiffres sont à fin août 2018 sauf indications contraires, valeurs en FCFA***Maintien du raffermissement de l'économie mondiale**

L'économie mondiale reste caractérisée en 2018, par la poursuite de la tendance haussière de l'activité dans les principaux pays avancés et dans les économies émergentes, en dépit des risques liés aux tensions commerciales entre les Etats Unis et ses principaux partenaires commerciaux. Le taux de croissance du PIB mondial s'afficherait à +3,7% au même rythme qu'en 2017, selon les dernières prévisions du FMI datant d'octobre 2018.

En Afrique subsaharienne, la reprise devrait se consolider avec le redressement de l'économie nigériane qui bénéficie de la hausse des prix du pétrole brut. Par ailleurs, l'économie sud-africaine pourrait sortir de la récession grâce aux investissements privés.

Au terme des huit premiers mois de l'année 2018, le **marché des matières premières** est caractérisé, en moyenne, par une évolution contrastée des principaux produits de base. En effet, les cours du cacao (+16,0%), du coton (+10,1%), de l'or (+4,0%) et du pétrole brut (+36,6%) progressent tandis que ceux du caoutchouc (-27,2%), de l'huile de palme (-8,6%) et du café (-14,9%) se contractent.

Sur le **marché des changes**, l'euro se maintient en hausse par rapport au dollar américain (+8,7%) et à la livre sterling (+1,6%) en moyenne sur la période sous revue. En évolution mensuelle, la monnaie européenne recule de 1,2% par rapport au dollar et s'accroît de 1,1% par rapport à la livre sterling.

Au **niveau national**, bien que confronté à des tensions politiques, l'environnement économique reste favorable, bénéficiant d'un climat social apaisé et de l'exécution des chantiers publics et privés dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2016-2020.

**Activités économiques nationales en croissance à fin août 2018**

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation enregistre une bonne dynamique des productions de coton (+27,7%), de sucre (+4,8%), d'anacarde (+2,3%) et de café (+323,1% à fin juin 2018), tandis que les productions de banane (-0,3%), d'ananas (-13,7%) et de cacao (-3,3% à fin juin 2018) sont en repli.

Le **secteur secondaire** se consolide à fin août 2018, soutenu par la hausse à la fois des BTP (+16,1%) et de l'activité industrielle (+4,0%). L'indice de la production industrielle augmente sous l'effet du dynamisme des industries manufacturières (+6,5%) et de la hausse modérée de la branche « Electricité gaz et eau » (+0,9%), en dépit de la contraction de l'activité extractive (-9,8%). Cette progression est en lien avec l'augmentation de 3,6% de la consommation d'électricité de moyenne tension. S'agissant des BTP, ils bénéficient de l'accroissement des activités de construction et de l'exécution des investissements publics, notamment la réhabilitation d'anciens ouvrages et la réalisation de nouvelles infrastructures.

Le **secteur tertiaire** connaît une évolution favorable, marquée par la progression de l'ensemble de ses composantes, à l'exception des télécommunications dont le chiffre d'affaires se contracte de 1,4%. Ainsi, le commerce de détails (+8,7%), le transport terrestre (+11,5%), le nombre de passagers commerciaux dans l'aérien (+3,7%), le trafic de marchandises dans le maritime (+3,4%) et dans le ferroviaire (+19,1%) sont en progression.

L'**indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)** s'accroît légèrement de 0,1% en moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2018, sous l'effet conjoint de la hausse des prix des produits non alimentaires de 0,7% et du fléchissement de ceux des produits alimentaires de 0,9%.

Par ailleurs, l'inflation en moyenne annuelle s'établit à 0,4%, en dessous du maximum de 3% fixé par l'UEMOA.

Le **marché de l'emploi**<sup>1</sup> formel dans le secteur moderne affiche une progression de 7,3% du nombre de salariés, soit une création de 67 942 emplois sur un an. Cette bonne performance est portée essentiellement par le secteur privé (+7,9% ; +57 702 emplois).

A fin Août 2018, la situation **des finances publiques** est caractérisée par un niveau de recouvrement des recettes et dons de 3 087,3 milliards, en augmentation de 52,5 milliards par rapport à la même période de 2017, du fait du bon niveau de recouvrement des recettes fiscales (+ 90,4 milliards). S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils enregistrent une hausse de 144,0 pour se situer à 3 640,9 milliards, en lien avec l'augmentation des dépenses

<sup>1</sup> Données de la Solde et de la CNPS

de personnel (+100,1 milliards). Quant aux dépenses d'investissement, ils affichent un recul de 57,0 milliards. Les dépenses d'investissement subissent le retard accusé dans l'exécution des projets financés sur prêts et dons projets.

Il en résulte un solde primaire de base excédentaire de 0,7 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 553,6 milliards. Un recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 156,4 milliards et l'émission d'un eurobond de 1 115,1 milliards ont servi, en partie, à financer ce déficit.

Les **échanges extérieurs**, en commerce spécial et hors biens exceptionnels, affichent en moyenne sur la période sous revue, une progression de la valeur des importations de 16,3%. Cette évolution découle de la hausse, à la fois, du volume (+12,1%) et des prix (+3,8%). S'agissant des exportations en valeur, elles enregistrent une contraction de 11,9% consécutive à une baisse des volumes (-2,1%) et des prix (-10,0%). Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 365,6 milliards largement en deçà de celui réalisé en août 2017 (1522,9 milliards).

La **situation monétaire** est caractérisée par la hausse de la masse monétaire (M2) de 11,6% (+888,9 milliards), portée par l'accroissement des actifs extérieurs nets de 14,5% (+311,1 milliards) et des créances intérieures de 15,1% (+1 076,2 milliards). Les actifs extérieurs nets tirent profit de la bonne tenue de la balance commerciale. Les créances intérieures sont portées par la hausse des créances sur l'administration centrale (+309,5 milliards.) et des créances sur l'économie (+790,8 milliards).

Concernant les **conditions de banque**, en termes cumulés sur les huit premiers mois de l'année, les crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts enregistrent des augmentations respectives de 10,2% (+288,7 milliards), 15,0% (+87,7 milliards) et 6,5% (+73,5 milliards). Quant aux moyennes des taux appliqués, elles baissent de 0,1 point de pourcentage pour les crédits ordinaires et les dépôts et de 0,2 point de pourcentage pour les escomptes d'effets de commerce.

S'agissant du marché boursier sous régional, les indices BRVM 10 (-12,4%) et BRVM composite (-16,2%) connaissent un reflux induit par la baisse de l'ensemble des indices sectoriels excepté l'indice « BRVM – Autres secteurs » (+15,3%). La capitalisation boursière est également en repli de 1,1%, plombée par la baisse de la capitalisation du marché des actions de 5,8%.

**En conclusion**, l'activité économique est marquée par la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire. Par ailleurs, le secteur primaire bénéficie du redressement de la production d'anacarde, en lien avec la reprise de la commercialisation. Le financement de l'économie reste soutenu et les prix à la consommation demeurent stables grâce au bon approvisionnement des marchés. La croissance annuelle du PIB devrait ressortir à +7,7% en 2018.

## CONTEXTE ECONOMIQUE

### *Raffermissement de l'économie mondiale sur fond de tensions et de conflits géopolitiques*

L'**économie mondiale** poursuivrait sa dynamique, en dépit des risques liés aux tensions commerciales persistantes entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux.

Dans les **pays avancés**, la croissance économique se consoliderait au troisième trimestre 2018, sous l'impulsion du dynamisme de l'activité économique aux **Etats-Unis** (+0,8% après +0,7% au deuxième trimestre 2018). L'économie américaine bénéficie de l'effet combiné d'une relance budgétaire de grande ampleur et d'une forte demande finale privée dans un contexte de réduction du chômage.

De même, dans la **zone euro**, le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait croître de 0,5% au troisième trimestre 2018, après 0,4% au deuxième trimestre 2018. L'Allemagne, l'Italie et l'Espagne réaliseraient respectivement des taux de croissance de 0,5%, 0,3% et 0,6% au troisième trimestre 2018. En France, le PIB évoluerait de 0,4% au troisième trimestre 2018 contre 0,3% le trimestre précédent. La zone euro continuerait de bénéficier du dynamisme du revenu des ménages qui impacte positivement la consommation privée.

Au **Royaume-Uni**, la croissance du PIB ralentirait mais resterait positive au troisième trimestre 2018 (+0,3 % après +0,5 % au deuxième trimestre 2018), en lien avec la stagnation de la consommation des ménages et de l'investissement.

Au **Japon**, la reprise de l'activité se poursuivrait au troisième trimestre 2018, matérialisée par un taux de croissance de +0,2%. L'économie nipponne profite de la reprise de la demande intérieure, en relation avec le dynamisme du marché du travail (accélération de l'emploi et des salaires), malgré un ralentissement du commerce extérieur.

Dans les **pays émergents** et **pays en développement**, les perspectives de croissance seraient contrastées, dans un contexte de hausse des prix du pétrole, de tensions commerciales et de conflits géopolitiques.

Ainsi, en **Chine**, le PIB progresserait de 1,5% au troisième trimestre 2018 après la hausse de 1,4% enregistrée le trimestre précédent, en dépit d'un tassement de la demande des ménages et des exportations. Ce rythme de progression devrait se maintenir au quatrième trimestre 2018.

Du côté de la **Russie**, l'activité économique devrait s'accélérer au troisième trimestre 2018 après une progression de 0,9% au deuxième trimestre 2018. Cette évolution serait portée par la consommation des ménages grâce à la hausse du pouvoir d'achat dans le secteur public.

En **Inde**, l'activité économique continuerait sa progression au troisième trimestre 2018 après un accroissement du PIB de 1,7% au deuxième trimestre.

Le PIB du **Brésil** continuerait de progresser au troisième trimestre 2018, dans un contexte d'accélération des exportations et de baisse des taux directeurs.

En **Afrique subsaharienne**, la reprise devrait se poursuivre, portée par la hausse des prix des produits de base, principalement du pétrole brut. Par conséquent, la prévision de croissance devrait s'afficher à +3,1% en accélération par rapport à la réalisation de +2,7% en 2017.

L'économie **sud-africaine** devrait sortir de la contraction enregistrée au deuxième trimestre 2018 (-0,2%), en lien avec la fin de la crise institutionnelle qui a secoué le pays. Toutefois, les perspectives restent modestes en raison du climat d'incertitude à l'approche des élections générales de 2019. La croissance se situerait à +0,8% en 2018 contre +1,3% en 2017.

Au **Nigéria**, le taux de croissance du PIB pourrait remonter au troisième trimestre 2018 dans la perspective d'une poursuite de la hausse des prix du pétrole. Le Géant ouest-africain pourrait conforter sa prévision de croissance de +1,9% à fin 2018.

Au total, la **croissance économique mondiale** progresserait de 3,7% en 2018 au même rythme qu'en 2017, selon les dernières prévisions du FMI datant d'octobre 2018.

### *Hausse des cours du cacao et du pétrole brut*

Sur les huit premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base connaissent une évolution différenciée, comparativement à la même période de 2017. En effet, les cours du cacao (+16,0%), du coton (+10,1%), de l'or (+4,0%), du pétrole brut (+36,6%), du maïs (+0,9%) et du riz blanchi (+7,7%) se consolident. A contrario, ceux du café (-14,9%), de l'huile de palme (-8,6%) et du caoutchouc (-27,2%) fléchissent.

En évolution mensuelle, les cours du cacao se contractent de 7,9% sur le marché de Londres, au mois d'août 2018, pour atteindre

2 172,6 dollars la tonne contre 2 357,1 dollars la tonne le mois précédent. Il en est de même pour les cours du pétrole brut qui accusent un retrait de 2,4% au mois d'août 2018.

***Poursuite de l'appréciation de l'euro***

Sur le **marché des changes**, l'euro s'apprécie face au dollar américain (+8,7%), au yen (+5,6%), au yuan renminbi (+2,9%) et à la livre sterling (+1,6%) en moyenne sur la période sous revue. La monnaie commune européenne profite des performances économiques des pays membres de la zone Euro. Toutefois, cette situation pourrait pénaliser les exportations et la compétitivité.

En évolution mensuelle, l'euro s'apprécie par rapport à la livre sterling (+1,1%) mais recule face au dollar US (-1,2%).

***Environnement économique nationale favorable***

**Au plan national**, l'environnement économique reste favorable, dans un contexte de recomposition de la scène politique. L'activité économique continue de bénéficier des réformes mises en œuvre ces dernières années et le climat des affaires est aussi en constante amélioration. La Côte d'Ivoire est ainsi passée de la 177<sup>ème</sup> place au classement Doing Business de la Banque Mondiale de l'année 2012 à la 139<sup>ème</sup> place en 2018, enregistrant ainsi un gain de 38 places en 5 années.

En outre, en vue de hisser la Côte d'Ivoire dans le Top 50 du classement Doing Business à l'horizon 2020 et de la faire figurer dans le Top 10 des pays les plus réformateurs au monde, le Gouvernement a adopté un nouvel agenda de réformes pour la période 2018-2020, comportant 54 projets de réformes sectorielles dont 39 visent directement les variables et indices du référentiel Doing Business.

Par ailleurs, l'activité économique reste impulsée par la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020.

Réalisations sectorielles à fin août 2018, comparées à celles de fin août 2017, Valeurs en FCFA

## Secteur réel

Le secteur réel bénéficie du redressement de la commercialisation de l'anacarde dans l'agriculture d'exportation ainsi que du maintien à la hausse des secteurs secondaire et tertiaire.

### Secteur primaire

#### **Orientation favorable de l'agriculture d'exportation**

Le secteur primaire connaît une évolution relativement favorable de l'agriculture, en relation avec l'augmentation des productions d'anacarde (+2,3%), de coton (+27,7%), de sucre (+4,8%) et de café (+323,1% à fin juin 2018). Par contre, les productions de banane (-0,3%), d'ananas (-13,7%) et de cacao (-3,3% à fin juin 2018) régressent.

Au niveau du **cacao**, le prix bord champ du kilogramme pour la campagne 2018-2019 qui a démarré en octobre 2018 est fixé à 750 FCFA contre 700 FCFA la campagne précédente. Le prix à l'entrée des usines quant à lui a été fixé à 845 FCFA/kg hors transport. Ce nouveau prix bord champ devrait permettre aux producteurs de recevoir un revenu additionnel de 100 milliards par comparaison à 2017. Par ailleurs, la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Ghana s'est matérialisée par le lancement des opérations communes d'arrachage de cacaoyers infectés par le virus de la maladie du swollen shoot. Cette coopération a pour but d'assurer un développement durable de la cacaoculture, notamment par l'intensification et la régionalisation de la lutte contre la maladie du Swollen Shoot.

La filière **anacarde** voit ses difficultés de commercialisation s'estomper, induisant une baisse des stocks et un accroissement des livraisons en zone portuaire (+4,3%) et aux unités locales de transformation (+41,3%). L'acquisition de 63 318,3 tonnes de noix de cajou par les unités locales de transformation a permis de porter le taux de transformation à 8,7% à fin août 2018 contre 6,6% en 2017. Afin de faciliter la commercialisation, le Gouvernement a décidé une réduction du DUS sur

l'anacarde de 10% à 3% du prix à l'exportation. La production s'établit à 727 797,1 tonnes, en accroissement de 2,3%.

La production de **coton graine** progresse de 27,7% et s'établit à 278 080,3 tonnes. Ces bonnes performances ont été favorisées par la mise en œuvre effective du zonage industriel qui a permis l'accroissement de la productivité grâce à un meilleur encadrement des producteurs. La campagne 2017-2018 a pris fin en avril 2018 et la nouvelle campagne devrait débuter en octobre 2018. Pour cette nouvelle campagne, le prix du coton premier choix a été fixé à 265F/Kg au même niveau que celui de la campagne précédente.

La production de **sucre** se hisse à 111 829,1 tonnes soit une hausse de 4,8%. La bonne tenue de la production est attribuable à l'extension des surfaces cultivées, à l'accroissement des rendements et à l'amélioration des taux d'extraction des usines. La campagne sucrière 2017-2018 s'est achevée en mai 2018 et la campagne 2018-2019 devrait débuter en octobre 2018. La filière s'est engagée à réaliser d'importants investissements afin de pallier le déficit structurel de la production locale et parvenir à une production de 300 000 tonnes en 2023.

La production de **banane dessert** atteint 269 031,4 tonnes, en baisse de 0,7% contre un repli de 3,5% enregistré à fin juin 2018. Ce reflux est attribuable aux fortes pluies enregistrées au cours de la période sous revue.

**Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation**

(en tonnes)	8 mois 2017	8 mois 2018	Variation (%)
<b>Cacao*</b>	895 787,7	866 303,0	-3,3
<b>Café*</b>	27 952,0	118 273,0	323,1
<b>Ananas</b>	32 537,6	28 243,0	-13,2
<b>Banane</b>	270 866,2	269 031,4	-0,7
<b>Coton</b>	217 729,8	278 080,3	27,7
<b>Anacarde</b>	711 235,9	727 797,1	2,3
<b>Sucre</b>	106 675,9	111 829,1	4,8

Source : DGE, OPA, MINADER

\*Données à fin juin 2018

La production d'**ananas** s'affiche à 28 243,0 tonnes, en contraction de 13,2%. La filière pâtit de la désaffection

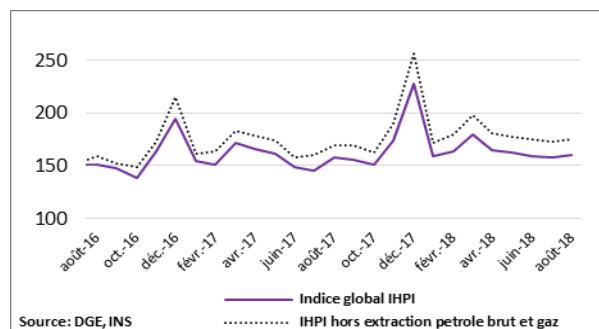
progressive des petits producteurs, de son manque de structuration et de la concurrence de plus en plus forte des fruits d'Amérique latine sur le marché de l'Union Européenne.

## Secteur secondaire

### Renforcement de l'activité industrielle

Sur les huit premiers mois de l'année 2018, l'**activité industrielle** maintient son dynamisme, en s'affichant en hausse de 4,0%. Cette dynamique est attribuable à la production manufacturière (+6,5%) tandis que la branche « électricité, gaz et eau » croît modérément (+0,9%) et que les industries extractives (-9,8%) se contractent. Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 6,0%.

Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle



Le retrait des **industries extractives** de 9,8% est expliqué par le fléchissement de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel, activité annexe » (-11,7%), même si les « autres activités extractives » progressent de +37,2%. Toutefois, le repli des industries extractives est moins prononcé que celui enregistré à fin juin 2018 (-12,3%).

A fin août 2018, la production de pétrole brut se contracte de 11,5% pour s'établir à 7 455,1 milliers de barils. Ce retrait provient de la chute de la production de trois des quatre permis à savoir : CI-40 (-12,2%), CI-27 (-38,7%) et CI-11 (-48,4%). A l'inverse, la production du permis CI-26 croît de 0,4%. Les investissements prévus, dans le contexte de remontée des cours, devraient booster la production.

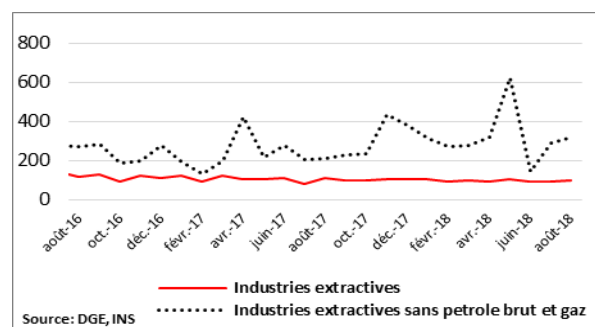
La production gazière se contracte de 14,7% sur la période sous revue et se situe à 1 303,4 millions de mètres cubes à fin juillet 2018. Cette contre-performance est imputable à

la baisse de la demande du secteur énergie suite à la baisse de la production d'électricité de source thermique, elle-même induite par l'effet combiné du recul des exportations d'électricité (-13,2%) et de la progression de la production d'électricité de source hydraulique (+59,1%).

S'agissant des « autres activités extractives », elles tirent profit de la bonne orientation de la production de gravier (+52,2%), en lien avec le dynamisme des BTP, malgré le retrait de la production aurifère.

En effet, la production de l'or baisse de 8,4% pour s'établir à 15 092,7 kg. Elle continue d'être impactée par les arrêts de travail enregistrés, au cours de la période sous revue, au niveau de la mine de Tongon. Cette situation devrait connaître un redressement avec la reprise de travail suite au règlement du différend opposant les employés aux dirigeants de la mine.

Graphique 2 : Indice de production des industries extractives

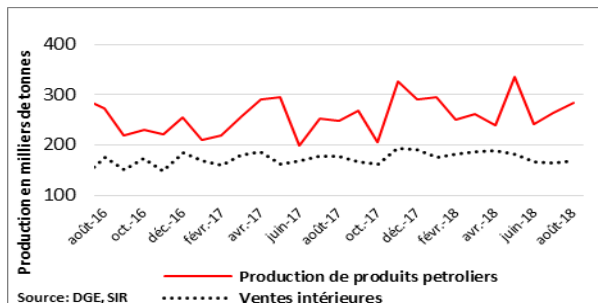


L'activité **manufacturière** affiche une hausse de 6,5%, tirée par les « industries agroalimentaires et tabac » (+15,7%), les « industries métalliques » (+9,2%), les « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+2,3%), les « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+3,1%), les industries de la « fabrication de machines et matériel de tous types » (+19,1%) et les « industries textiles et cuir » (+3,9%). Par contre, la production des « industries du bois et meubles » s'affaïsse de 4,3%.

La production des **produits pétroliers** progresse de 10,0% à fin août 2018 pour s'établir à 2 170 007 tonnes. Elle tire avantage de l'orientation favorable des ventes à l'extérieur (+4,0%) et de la demande intérieure (+3,1%), en lien avec le dynamisme de l'activité économique

nationale. La hausse de la production des produits pétroliers provient de l'augmentation des volumes du super (+6,3%), du gasoil (+2,8%) et du fuel-oil (+5,7%), alors que le DDO (-5,3%) s'affiche en retrait.

Graphique 3: Production et vente de produits pétroliers

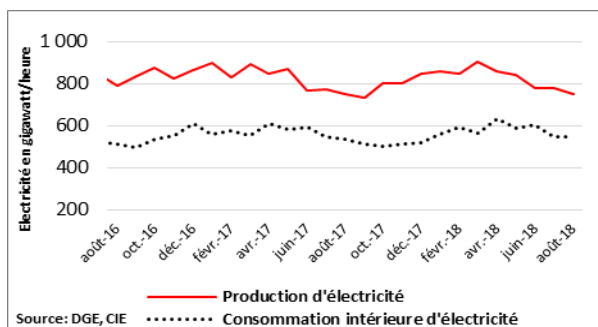


Au niveau de la branche « électricité, gaz et eau », l'indice de la production connaît une légère hausse de 0,9%, sous l'effet conjugué d'une stabilité de la « production et distribution d'électricité » et d'un accroissement de 3,0% du « captage, traitement et distribution d'eau ».

La stabilité de la sous branche « production et distribution d'électricité » se maintient à fin août 2018 avec une production d'électricité en légère augmentation de 0,1%, en lien avec une baisse de l'électricité de source thermique (-10,5%) qui contrebalance l'embellie de la production de source hydraulique (+59,1%). La contraction de la production d'énergie de source thermique est expliquée par la préférence pour l'hydroélectricité moins onéreuse, dans un contexte de baisse des exportations (-13,2%) et de ralentissement de la consommation nationale de basse tension (+0,6%).

La consommation intérieure d'électricité enregistre une progression de 2,0%, grâce au raffermissement des achats d'électricité de moyenne tension (+3,6%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle.

Graphique 4: Production et consommation d'électricité



### Bonne dynamique du BTP

L'indicateur avancé du BTP affiche une nette progression de 16,1% à fin août 2018. Cette embellie est soutenue par la hausse de la consommation de « béton » (+10,6%), de « graviers » (+52,2%), de « bitume » (+137,3%) et de « câbles et fils électriques » (3,9%). Cependant, les ventes de « tôles et bacs » (-14,3%), de « ciment » (-3,9%) et de « sable » (-45,5%) accusent un retrait.

### Secteur tertiaire

#### Poursuite de la tendance haussière

Le secteur tertiaire bénéficie de la bonne tenue du commerce de détail ainsi que des transports maritime, ferroviaire, routier et aérien. A l'inverse, les télécommunications enregistrent un recul du chiffre d'affaires.

#### Dynamisme du commerce de détail

Dans le commerce de détails, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) progresse de 8,7% en termes nominaux et de 7,8% en termes réels. Cette croissance est portée par l'ensemble des branches, à l'exception de la branche « produits de l'alimentation » dont l'indice du chiffre d'affaires recule de 1,2%.

Ainsi, dans les branches « véhicules automobiles, motos et pièces détachés » et « articles d'équipement de la personne », les ventes augmentent respectivement de 15,6% et 6,3% du fait d'une hausse continue de la demande. Dans la branche « produits d'équipement de logement », les ventes s'accroissent de 6,5% en lien avec l'exécution de nouveaux chantiers dans le BTP. Les ventes de « produits pétroliers » sont également en hausse (+15,6%) en raison du dynamisme du trafic urbain et interurbain. Les ventes de « produits divers » s'améliorent (+5,7%) du fait de la bonne tenue des activités dans tous les rayons, notamment les articles de la téléphonie mobile, de l'informatique.

***Progression continue dans le transport******Dynamisme soutenu du transport aérien***

Dans le **transport aérien**, le nombre de passagers commerciaux s'élève à 1 277 898, en accroissement de 3,7% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette progression est portée essentiellement par le trafic national et le trafic hors Afrique. En effet, le nombre de passagers commerciaux vers l'Europe et le reste du monde, continue de croître respectivement de 10,0% et 19,3%. Le trafic national affiche également une progression de 1,3% du nombre de passagers commerciaux.

A contrario, le trafic vers l'Afrique baisse de 0,2% du fait du recul du nombre de passagers aussi bien vers la CEDEAO (-0,2%) que vers le reste de l'Afrique (-0,3%).

***Poursuite de la croissance dans le transport ferroviaire***

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic total de marchandises progresse de 19,1% sous l'impulsion des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui ont progressé de 10,3% par rapport à la période correspondante de 2017.

***Tendance haussière dans le transport maritime***

Dans le **transport maritime**, le trafic global de marchandises conserve une tendance haussière impulsée par le port d'Abidjan (+3,4%) alors que le trafic au port de San Pedro (-5,5%) recule.

La hausse du trafic global au **port d'Abidjan** est portée uniquement par le trafic national qui s'accroît de 12,4% tandis que le transbordement et le transit reculent respectivement de 59,0% et de 19,3%.

La croissance du trafic national est attribuable à l'ensemble de ses composantes, notamment les marchandises générales (+11,0%), les produits pétroliers (+16,4%) et les produits de pêches (+3,6%).

Le trafic global de marchandises au **port de San Pedro** recule de 5,5% suite à une baisse simultanée des importations et des exportations respectivement de 1,7% et 7,7%. Cette contreperformance, due aux activités de

transbordement qui reculent de 26,5% est atténuée par le trafic hors transbordement qui progresse de 4,2%.

***Bonne orientation du transport routier***

La consommation des carburants super et gasoil, indicateur avancé du **transport terrestre**, continue de progresser (+11,5%), dénotant du dynamisme de l'activité économique.

***Baisse du chiffre d'affaires dans les TIC***

A fin août 2018, le secteur des télécommunications est marqué par une baisse du chiffre d'affaires globale du secteur de 1,4% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette régression est essentiellement imputable à la téléphonie mobile et la téléphonie fixe qui voient leurs chiffres d'affaires reculer respectivement de 1,2% et 8,3%. Cependant, cette contreperformance est amoindrie par le chiffre d'affaires de l'internet fixe qui progresse de 11,8%.

Au niveau de la téléphonie mobile, la baisse du chiffre d'affaires est imputable essentiellement au trafic voix et SMS qui recule de 5,6%, en dépit d'une progression de l'internet mobile et du mobile money qui connaissent des hausses respectives de 19,2% et 26,5%.

***Quasi-stabilité des prix à la consommation***

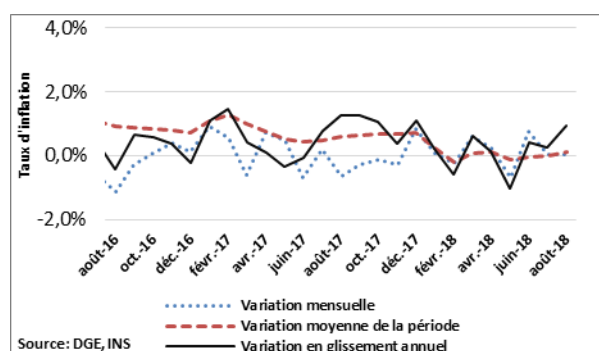
Au terme des huit premiers mois de l'année, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'accroît légèrement de 0,1%, sous l'effet de la hausse des prix des produits non alimentaires de 0,7% et de la baisse de 0,9% des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées.

La baisse des prix des produits alimentaires est en lien avec un meilleur approvisionnement des marchés et provient des « huiles et graisses » (-5,3%), « des laits-fromages-œufs » (-0,4%), des fruits (-6,8%), des légumes frais (-7,8%), des « tubercules et plantains » (-5,6%) et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (-1,1%). Ces replis sont amoindris par la hausse des prix des céréales non transformées (+1,2%), des viandes (+1,7%) et des poissons (+2,8%).



Concernant les produits non alimentaires, le renchérissement des prix est induit par la hausse des prix des « articles d'habillement et chaussures » (+0,2%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,8%), des « restaurants et hôtels » (+2,2%), du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,6%) et du transport (+0,6%). Ces progressions sont atténuées par le fléchissement des prix des services de communication (-3,4%), de santé (-1,7%) et de l'enseignement (-0,2%).

Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation



**L'inflation**, en moyenne annuelle, s'établit à 0,4%, en dessous du plafond communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

### *Hausse continue des effectifs dans l'emploi moderne*

Dans le **secteur moderne**, le marché de l'**emploi formel** reste dynamique, avec une création nette de 67 942 emplois sur un an. Ainsi, le nombre de salariés progresse de 7,3% par rapport à la période correspondante de 2017 pour s'afficher à 1 004 366. Cette croissance est portée essentiellement par le secteur privé (+7,9%) avec 57 702 emplois créés sur un an. Le secteur public reste également dynamique avec un nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat qui progresse de 4,9% par rapport à la période correspondante de 2017.

### Finances Publiques

A fin Août 2018, les finances publiques sont caractérisées par une hausse des recouvrements des recettes totales et dons et une augmentation des dépenses totales et prêts nets par rapport à la même période de 2017.

Les recettes totales et dons ressortent à 3 087,3 milliards en progression de 52,5 milliards. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils sont également en augmentation de 144,0 milliards pour se situer à 3 640,9 milliards.

#### Amélioration de la mobilisation des recettes fiscales

La hausse des recettes totales et dons par rapport à Août 2017 est essentiellement due à une bonne mobilisation des recettes fiscales (+90,4 milliards), en lien avec le dynamisme de l'activité économique.

En effet, les recettes fiscales ont bénéficié d'un bon recouvrement des impôts directs (+81,0 milliards), des droits et taxes à l'importation (+75,3 milliards), ainsi que des autres recettes affectées (+41,21 milliards). Toutefois, ces bonnes performances ont été amoindries par le repli des impôts indirects (-40,6 milliards) ainsi que des droits et taxes à l'exportation (-73,6 milliards).

S'agissant des recettes non fiscales, elles accusent une baisse de 1,5 milliards pour se situer à 406,5 milliards.

De même, les dons mobilisés ressortent en contraction de 36,4 milliards pour s'afficher à 136,7 milliards.

#### Recul des dépenses d'investissement et de fonctionnement

L'accroissement des dépenses totales et prêts nets par rapport à Août 2017 provient essentiellement (i) d'une augmentation des dépenses de personnel de 100,1 milliards, en liaison avec les recrutements dans les secteurs sociaux ; (ii) d'une hausse des subventions et transferts accordés de 44,5 milliards ; (iii) d'une progression du niveau du paiement des intérêts sur la dette de 33,1 milliards ; et (iv) d'une montée des prestations sociale de 19,6 milliards. Cependant ces surconsommations ont été amoindries par une sous-consommation des dépenses de fonctionnement (-14,8 milliards) et des dépenses d'investissements (-57,0 milliards).

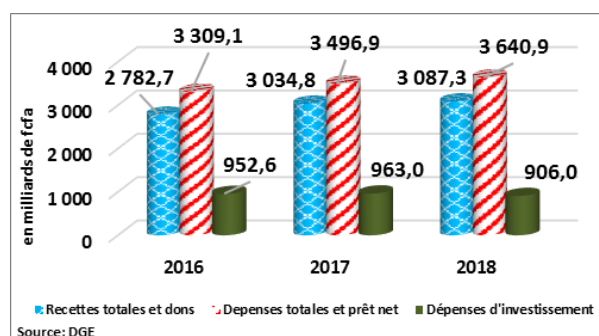
Les dépenses d'investissement subissent le retard accusé dans l'exécution des projets financés sur prêts et dons projets.

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire de 0,7 milliards (contre 92,6 milliard en Aout 2017) et un solde budgétaire déficitaire de 553,6 milliards (contre un déficit budgétaire de 462,1 milliards à la même période de 2017).

### Financement

Le recours au marché monétaire et financier sous régional pour un montant de 156,4 milliards de bons de Trésor et l'émission d'un eurobond de 1 115,1 milliards ont servi, en partie, à financer le déficit budgétaire.

Graphique 6 : Indicateurs des finances publiques à fin août



### Echanges extérieurs

#### *Repli en valeur des exportations sous l'effet de la baisse des prix et du volume*

Les **échanges extérieurs** en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours des huit premiers mois de l'année 2018, sont marqués en valeur par une hausse des importations (+16,3%) et un recul des exportations (-11,9%), en glissement annuel. Il en résulte un excédent commercial de 365,6 milliards moins important que l'excédent de 1 522,9 milliards réalisé à fin août 2017. Aussi, les termes de l'échange se contractent-ils de 13,3%, suite à une baisse des prix à l'exportation (-10,0%) et un accroissement des prix à l'importation (+ 3,8%).

Le reflux en valeur des exportations est imputable aux replis des ventes des produits primaires (-13,9%) et des produits transformés (-8,4%) qui subissent une chute des prix de 11,6% et 7,2%, respectivement.

Les produits primaires se contractent en valeur essentiellement sous l'effet d'une baisse des ventes du cacao fèves (-25,6%), de la noix de cajou (-12,5%) et du caoutchouc (-14,2%).

Quant aux produits transformés, leur repli en valeur est imputable aux produits de la première transformation (-12,5%), notamment le cacao transformé qui subit une contraction de 20,8%, sous l'effet d'une baisse des cours de 9,0%.

En ce qui concerne les importations, leur hausse en valeur est à mettre à l'actif de l'ensemble des composantes, principalement les biens intermédiaires (+49,1%) et les biens d'équipement (+16,1%).

Les biens intermédiaires subissent la hausse des achats de pétrole brut (+ 116,3%), de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+36,9%) et de produits chimiques (+11,5%). Par ailleurs, il est à souligner que les importations de clinker sont en accroissement de 4,7% en valeur et de 3,1% en volume.

S'agissant des biens d'équipement, ils bénéficient globalement d'une progression des commandes de matériels de transport routier (+36,4%), de machines électriques (+26,4%) et de machines mécaniques (+17,5%).

### Situation monétaire et financière

La masse monétaire (M2) à fin juillet 2018 progresse de 11,6% (+888,9 milliards) pour se hisser à 9 010,0 milliards. Cet accroissement provient de la hausse des actifs extérieurs de 14,5% (+311,1 milliards) et des créances intérieures de 15,1% (+1 076,2 milliards).

Les actifs extérieurs bénéficient de la bonne tenue de la balance commerciale et des effets de l'émission de l'Euro obligations.

Les créances intérieures augmentent, portées par les créances nettes sur l'administration (+20,9% ; +309,5 milliards) et des créances sur l'économie (+13,5% ; +790,8 milliards).

Concernant les conditions de banque, en termes cumulés sur les huit premiers mois de l'année 2018, les crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ressortent respectivement en hausse de 288,7

milliards (+10,2%), 87,7 milliards (+15,0%) et 73,5 milliards (+6,5%).

Le montant cumulé des crédits ordinaires de janvier à août 2018, s'élève à 3 127,7 milliards contre 2 838,9 milliards sur la même période en 2017, soit une hausse de 10,2% (+288,7 milliards) en relation avec l'augmentation des crédits accordés aux «Particuliers» (+243,4 milliards), aux «Clients divers» (+83,8 milliards), aux «Entreprises individuelles» (+26,4 milliards), à l'«Etat et organismes assimilés» (+20,6 milliards), aux «Personnels des banques» (+8,7 milliards), aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (+7,5 milliards) et à la «Clientèle financière» (+2,7 milliards). Ces progressions sont amoindries par la baisse des crédits octroyés aux «Autres sociétés» (-98,4 milliards), aux «Coopératives et groupements villageois» (-10,3 milliards) et aux «Assurances et caisses de retraite» (-1,1 milliard).

S'agissant des effets de commerce escomptés et des dépôts, les montants cumulés s'établissent respectivement à 672,0 milliards et à 1 210,2, en hausse de 15,0% (+87,7 milliards) pour les escomptes d'effets de commerce et de 6,5% (+73,5 milliards) pour les dépôts.

En ce qui concerne les moyennes des taux appliqués, elles s'établissent à 6,3% pour les crédits ordinaires, (en baisse de 0,1 point), à 4,9% pour les dépôts (en retrait de 0,1 point de pourcentage), à 6,9% pour les escomptes d'effets de commerce, (en recul de 0,2 point de pourcentage). La durée moyenne des crédits est de 20,7 mois en hausse de 0,3 mois par rapport à son niveau des huit premiers mois de l'année 2017.

### Poursuite du repli des principaux indices boursiers

Le marché boursier sous régional est caractérisé par la contraction des principaux indices, en lien avec le recul de la quasi-totalité des indices sectoriels. La capitalisation boursière recule également en rapport avec la baisse de la capitalisation du marché des actions.

Les indices BRVM 10 et BRVM composite reculent respectivement de 12,4% et de 16,2% sous l'effet de la baisse observée de l'ensemble des indices sectoriels, excepté l'indice « BRVM – Autres secteurs » qui

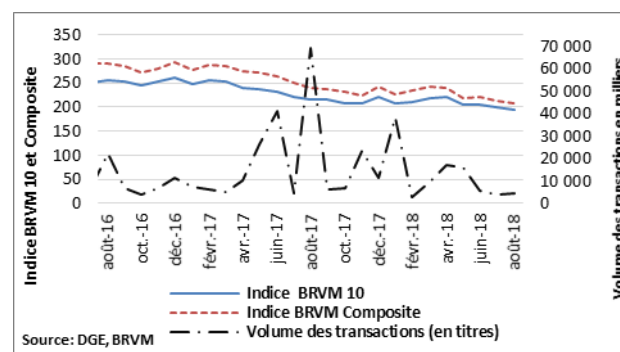
augmente de 15,3%. Les indices « BRVM-Industries » (-30,9%), « BRVM – Distribution » (-24,0%) et « BRVM – Finances » (-18,5%) enregistrent les plus fortes baisses.

S'agissant de la capitalisation boursière, elle recule de 1,1% et ressort à 9011,7 milliards, sous l'effet conjugué de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 5,8% et de la hausse de la capitalisation du marché des obligations de 8,6%.

Sur les huit premiers mois de l'année 2018, la valeur totale des titres transigés ressort en stabilité (+0,5%).

Au niveau de l'activité au mois d'août 2018, la valeur totale transigée s'établit à 10,90 milliards de FCFA à fin août 2018, en hausse de 0,5% pour un volume transigé de 5 000 781 titres. La moyenne quotidienne des transactions s'est située à 414,73 millions de FCFA pour le marché des actions et à 159,15 millions de FCFA pour le marché obligataire. Le taux de rotation moyen mensuel des titres sur le marché se situe à 3,10%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 13,19%. La rentabilité globale moyenne au 31 août 2018 s'établit à 3,23% avec un PER moyen de 12,92 et une prime de risque à 1,74%.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



**En conclusion**, l'activité économique est marquée par la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire. Par ailleurs, le secteur primaire bénéficie du redressement de la production d'anacarde, en lien avec la reprise de la commercialisation. Le financement de l'économie reste soutenu et les prix à la consommation demeurent stables grâce au bon approvisionnement des marchés. La croissance annuelle du PIB devrait donc ressortir à +7,7% en 2018.

## Tableau de bord

	Variation en glissement annuel									Variations en glissement (cumul de la période)
	déc.-17	janv.-18	fev.-18	mars.-18	avr.-18	mai.-18	juin.-18	juil.-18	août.-18	
<b>INTERNATIONAL</b>										
Cours du Pétrole brut	17,3%	24,7%	16,6%	25,9%	33,8%	49,6%	56,3%	51,3%	39,7%	36,6%
Cours du cacao	-16,2%	-11,1%	4,4%	21,7%	33,8%	34,1%	20,6%	18,5%	9,2%	16,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	13,4%	15,0%	16,5%	16,5%	14,3%	6,0%	4,3%	1,6%	-2,1%	8,7%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>										
<b>Primaire</b>										
<b>Agriculture d'exportation</b>										
Cacao*	1,5%	nc	nc	-5,1%	nc	nc	0,0%	nc	nc	nc
Café*	0,0%	nc	nc	286,4%	nc	nc	529,5%	nc	nc	nc
Anacarde	-100,0%	0,0%	-78,1%	-13,9%	15,2%	6,7%	143,1%	112,5%	1886,9%	2,3%
<b>Secondaire</b>										
IHPI global	16,7%	3,0%	7,8%	4,6%	-0,6%	1,2%	6,7%	8,6%	1,7%	4,0%
IHPI hors extraction	19,2%	6,3%	9,2%	8,1%	1,1%	1,6%	10,9%	8,2%	3,6%	6,0%
BTP	16,5%	19,2%	25,0%	8,5%	12,7%	52,9%	-6,1%	18,0%	3,8%	16,1%
Production d'électricité	-2,2%	-4,5%	2,1%	1,7%	1,8%	-2,8%	1,8%	0,6%	0,6%	0,1%
Production de produits pétroliers	14,1%	39,6%	13,8%	1,9%	-18,0%	13,1%	21,5%	5,2%	14,9%	10,0%
Pétrole brut	-6,0%	-17,9%	-4,4%	-21,7%	-11,3%	-8,8%	-18,9%	15,5%	-13,2%	-11,5%
Gaz naturel	-12,4%	-13,8%	-6,8%	-5,4%	-10,8%	-5,3%	-4,5%	-38,5%	-42,8%	-14,7%
<b>Tertiaire</b>										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) <sup>2</sup>	nc	12,1%	11,3%	12,3%	3,6%	5,4%	7,3%	9,2%	9,4%	8,7%
Trafic global maritime	8,3%	12,2%	-8,5%	10,2%	-1,4%	-5,8%	28,3%	1,4%	-2,9%	3,4%
Total voyageurs aérien	5,6%	1,7%	2,3%	7,7%	4,0%	-0,5%	8,0%	2,2%	4,6%	3,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	46,2%	20,1%	15,1%	13,7%	16,7%	20,3%	33,3%	37,4%	0,9%	19,1%
<b>Echanges extérieurs<sup>3</sup></b>										
Exportation en valeur	-5,4%	-6,8%	-25,0%	-14,8%	-12,9%	-5,8%	-12,5%	-4,8%	-5,4%	-11,9%
Importation en valeur	20,9%	20,3%	21,4%	-4,7%	15,7%	13,0%	17,3%	9,6%	41,3%	16,3%
Solde commercial	219,27	131,64	141,94	317,31	130,82	-14,87	-16,87	-108,94	-317,77	263,28
<b>Financement</b>										
Masse Monétaire (M2)	9,2%	9,7%	9,2%	9,3%	10,0%	10,0%	10,9%	11,6%	nc	nc
Actifs Extérieurs nets	0,5%	4,2%	1,4%	50,9%	45,4%	42,9%	0,5%	14,5%	nc	nc
Créances intérieures	14,8%	15,6%	17,7%	5,6%	3,9%	5,3%	15,7%	15,1%	nc	nc
Créances nettes sur l'Administration Centrale	14,9%	18,6%	28,5%	-23,5%	-21,7%	-15,9%	27,8%	20,9%	nc	nc
Créances sur l'économie	14,8%	14,7%	14,1%	14,7%	11,7%	12,5%	13,1%	13,5%	nc	nc
<b>Finances publiques</b>										
Recettes totales & Dons	0,1%	-2,6%	0,0%	-13,3%	-7,0%	61,4%	7,5%	-3,8%	-7,1%	1,7%
Dépenses totales & Prêts nets	38,8%	-4,8%	11,0%	-14,0%	40,4%	-2,4%	6,1%	-4,9%	7,2%	4,1%
Investissement public	97,2%	-14,7%	-0,7%	-48,7%	233,7%	-5,3%	3,2%	-48,5%	1,7%	-5,9%
Solde budgétaire global <sup>4</sup>	-295,81	74,79	-150,36	2,70	-121,68	20,20	-104,00	-206,33	-68,90	-553,6
<b>Prix à la consommation</b>										
IHPC <sup>5</sup>	1,1%	0,2%	-0,6%	0,6%	0,1%	-1,0%	0,4%	0,2%	0,9%	0,1%
<b>Emploi</b>										
Salariés secteur formel	6,5%	6,8%	7,0%	6,8%	7,4%	7,2%	7,6%	7,7%	7,3%	7,3%
Dont Salariés secteur formel privé	7,2%	7,5%	7,5%	7,3%	7,7%	7,7%	8,1%	8,2%	7,9%	7,9%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques  
et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958

04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la Conjoncture

Email : [sd.c.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.c.dppse@dge.gouv.ci)

Tel : (+225)20200924/20200925

<sup>1</sup>: Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013<sup>3</sup>: Valeurs en milliards de FCFA, hors biens exceptionnels<sup>4</sup>: Niveau en milliards de FCFA<sup>5</sup>Données trimestrielles

5: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné

nd : non disponible